

Café Géographique du 19 décembre 2007

# *Les Russes et l'énergie*

**Denis Eckert**

*Directeur de recherche au C.N.R.S., membre du laboratoire LISST-Cieu à l'Université de Toulouse II, directeur de la revue [M@ppemonde](#), Denis ECKERT travaille sur les dynamiques du territoire en Russie et le développement des grandes métropoles russes. Il a notamment publié "Le monde russe" (Hachette, 2<sup>e</sup> édition, 2007).*

## **INTRODUCTION**

Certes « La Russie et l'énergie » aurait été un très bon titre de cours, mais nous ne sommes pas réunis ce soir pour écouter un cours magistral sur l'énergie en Russie. Il existe pour cela d'excellents ouvrages bien informés où vous trouverez tout ce qu'il faut savoir sur la production énergétique russe, sa place dans le marché mondial et les principaux acteurs etc. Le secteur de l'énergie assure plus de 30% de la formation du PNB russe, il est le premier contributeur au budget fédéral (plus de 40%) et il apporte l'essentiel des ressources en devises du pays (plus de la moitié). **C'est dire qu'il s'agit d'un secteur économique stratégique.**

La Russie est le premier producteur mondial de gaz, le deuxième producteur mondial de pétrole ; on a affaire à un acteur important du marché de l'énergie mondiale dont nous savons qu'il est extrêmement tendu et qu'il se caractérise, en ce moment, par une hausse assez régulière des prix et par des perspectives de raréfaction des sources d'énergie.

Mais c'est aussi un pays qui est marqué par un certain **rapport à l'énergie, d'où le titre de l'intervention de ce soir : « Les Russes et l'énergie » et non « La Russie et l'énergie »**. Evoquer « les Russes et l'énergie » consiste non seulement à analyser les conséquences de l'importance du secteur énergétique sur la politique russe, sur le rapport de la Russie aux différents marchés et aux autres états consommateurs d'énergie, mais c'est aussi poser la question de l'influence sur le comportement des Russes de cette structure si particulière du marché de l'énergie en Russie.

**1 - Une dimension pionnière de l'exploitation de la ressource énergétique.** La mise en valeur du potentiel énergétique de la Russie fait partie de la saga de la mise en valeur du territoire à l'époque soviétique. C'est par la maîtrise du potentiel hydroélectrique, par la construction d'immenses barrages notamment sur un certain nombre de fleuves de Sibérie que s'est manifestée la volonté soviétique de contrôler la nature avec beaucoup d'incidences sur la création d'un potentiel hydroélectrique relativement important.

**2 - Un certain type de mise en exploitation des régions pétrolières** généré par le rapport que la société russe entretenait avec l'énergie. Comme exemple prenons la mise en valeur graduelle dans les années 60-70 de la région de Tioumen. Il s'agissait d'une zone totalement périphérique et marginale dans le schéma territorial soviétique qui est devenue, après la découverte d'énormes gisements de pétrole et de gaz, une grande province pétrolière. A partir de ce moment là s'est mis en place une logique de mise en valeur marquée par une

urbanisation très rapide des zones où se situaient les gisements pétroliers y compris lorsqu'il s'agissait de contrées au climat rude et difficile. A travers ce rapport de la société soviétique puis de la société russe à l'énergie, se structure une composante de la dimension de la Russie aux territoires considérés comme « pionniers » : c'est un élément intéressant en termes d'idéologie de représentation des territoires.

**3 – Une instabilité politique vis-à-vis du monde extérieur.** On l'observe dans les comportements vis-à-vis des politiques d'exportation et vis-à-vis des investisseurs étrangers susceptibles d'injecter des liquidités dans le développement des ressources énergétiques.

➤ A l'époque soviétique, la situation était extrêmement claire l'Etat avait le monopole de la ressource et le monopole de son exploitation. Lors de la conversion de la nouvelle Russie à l'économie de marché, une logique d'ouverture aux marchés extérieurs et aux capitaux étrangers s'est imposée avec l'idée que la Russie pourrait bénéficier d'un certain nombre d'investissements qui seraient les bienvenus.

➤ Durant les années 90, l'économie est en grave récession, les nouveaux acteurs privés ont développé des formes d'exploitation relativement rustiques qui consistaient à tirer le maximum de la ressource sans se soucier du renouvellement des perspectives d'exploitation des gisements. Ainsi la décennie 90 est marquée par une chute nette des investissements et la baisse du nombre de forages. L'exploitation pétrolière et gazière nécessite des investissements réguliers ; or la logique d'exploitation des gros opérateurs privés tels Lukoil ou Yukos consistait à privilégier le court terme par l'exploitation intensive du gisement, en réalisant le maximum de profits le plus rapidement possible. Suite à cette forme d'exploitation incontrôlée de la ressource et à la baisse de production qui s'en est suivie, il a fallu trouver de l'argent pour relancer la production.

➤ L'appel aux capitaux extérieurs met en lumière l'instabilité de l'attitude russe vis-à-vis des investisseurs étrangers. La Russie post soviétique souhaite attirer les capitaux étrangers mais en même temps elle brise les initiatives des investisseurs en revenant sur les accords passés. Ainsi, au début des années 2000, l'Etat russe acceptera que la British Petroleum contrôle une énorme société pétrolière qui était TNK, formant le consortium TNK BP, et quelques années plus tard les licences d'exploitation seront remises en cause. De même plus récemment, dans l'île Sakhaline, un certain nombre de permis d'exploitation liés à des accords de partage de production ont été remis en question.

On assiste de la part de l'Etat russe à une réelle incapacité à affirmer un modèle relationnel avec les acteurs étrangers de l'énergie alors qu'on ne cesse de constater que le secteur souffre de sous-investissement et que ces investissements ne peuvent venir que de l'étranger. Il y a un rapport profondément contradictoire pour ne pas dire paradoxal à cette question-là et selon moi il s'agit davantage d'une question politique que de problèmes économiques.

**4 – Une influence particulière de la structure énergétique russe sur le comportement du citoyen de base et sur les entreprises :** aspect souvent négligé et cependant conséquent.

Les citoyens russes, les entreprises russes, l'Etat russe ont l'habitude de bénéficier d'une énergie abondante et pas chère. Les prix intérieurs de l'énergie sont incroyablement faibles par rapport aux prix mondiaux, **le gaz russe est vendu cinq fois plus cher sur les marchés extérieurs que sur les marchés intérieurs.** De fait toute la Russie contemporaine fonctionne sur un régime de prix intérieurs de l'énergie fortement subventionnés. D'une énergie « bon marché » découle une manière de consommer extrêmement dispendieuse. Il a été estimé que pour créer un dollar de richesse en Russie on consomme deux fois et demi plus d'énergie qu'en Europe occidentale ou en Amérique du Nord.

Voilà bien les caractéristiques d'un modèle économique qui repose sur une consommation facile et sans discernement ; ces aspects sont présents **dans les rapports des citoyens et des autorités locales à l'énergie.** Il se trouve que les villes russes sont chauffées par un

gigantesque système de centrales à eau chaude qui innervent un réseau de tubes qui longent toutes les rues et pénètrent dans tous les immeubles (il n'y a pas de chaudières d'immeubles en Russie). Ce système de distribution d'eau chaude produite à bas coût entraîne des déperditions extraordinaires d'énergie avec des situations totalement aberrantes. On est en présence d'un style « gaspilleur » répandu également dans les entreprises qui produisent l'acier et l'aluminium où la contrainte du coût de l'énergie n'a pas été intégrée.

Ce contexte a des incidences directes **d'ordre environnemental**. Si la crise économique des années 90 a été le meilleur allié de l'amélioration de l'état de l'environnement en Russie, avec une économie en récession, un chômage élevé, peu de polluants, la situation contemporaine est tout autre.

La Russie des années 2000 est une Russie en très forte croissance qui n'a pas abandonné ses habitudes frénétiques de consommation énergétique ; dans les villes où la pollution augmente du fait d'un trafic automobile intense avec un parc en mauvais état, gros consommateur de pétrole ; mais aussi du fait d'une sidérurgie et d'une métallurgie non-ferreuse extrêmement actives et dynamiques qui concourent à une certaine péjoration de la situation environnementale.

L'abondance énergétique apparaît comme un vilain tour que la nature a joué à la Russie contemporaine. Paradoxalement, elle lui assure des revenus énormes, lui garantit un style de vie confortable, l'aura empêché, au plus fort de la crise des années 90, de sombrer dans la misère, et cependant cette richesse énergétique reste un problème non résolu.

Pour conclure j'évoquerai un problème relativement peu crédible à l'heure actuelle mais que je considère comme **un des éléments d'instabilité des rapports de la Russie avec le monde extérieur, à savoir : la croissance économique elle-même.**

La Russie, en très forte croissance, consomme beaucoup d'énergie ; dans le contexte actuel d'un marché extrêmement tendu, les coupures d'électricité et les pénuries temporaires sont fréquentes. L'Etat russe est en position d'arbitrage permanent : alimenter le marché intérieur, (c'est-à-dire satisfaire les Russes) ou bien répondre aux marchés extérieurs qui sont en très forte demande. Pour faire rentrer des liquidités sur un marché russe où les prix de l'énergie sont très bas, la tentation est forte de privilégier les marchés extérieurs. La Russie est confrontée à ce type de défi : faut-il donner la priorité à un marché intérieur dynamique mais qui sous-payé son énergie ? Faut-il privilégier les marchés extérieurs très rentables en étranglant le marché intérieur ? A ce jour aucune régulation n'a eu lieu, **l'énergie est vécue par le pouvoir et par les citoyens russes comme un domaine hautement stratégique où le contrôle de l'Etat va s'affirmer de manière de plus en plus pesante.**

Dans le domaine nucléaire l'Etat n'a jamais abandonné son contrôle ; dans le domaine gazier, Gazprom est toujours resté le bras armé du pouvoir ; quant au domaine pétrolier s'il a connu une gigantesque privatisation, l'Etat a toujours conservé le monopole du transport.

Aujourd'hui le pouvoir russe est en train de réinvestir le secteur du pétrole, de reprendre des parts dans les entreprises et de multiplier les contrôles.

**Les citoyens russes sont globalement en accord avec le pouvoir politique reconnu comme l'acteur dominant du secteur de l'énergie** ; ce qui explique combien les privatisations, plus ou moins sauvages des années 90 dans le secteur des hydrocarbures, aient été jugées particulièrement insupportables. Les grands « barons », les grands oligarques qui ont été condamnés et arrêtés ou contraints à l'exil travaillaient pour l'essentiel dans le secteur des hydrocarbures : c'est Yukos qui a été dépecé, ce ne sont pas les grands trusts du secteur de l'aluminium ou de la sidérurgie. Donc à mon avis il y a quelque chose dans le paysage symbolique et politique russe qui fait que l'énergie est un élément de la souveraineté symbolique de la société et de l'Etat russe sur son territoire.

## LE DÉBAT

*1 – Il ressort qu’il existe un consensus politique et social sur le rôle de l’Etat comme arbitre dans la répartition des bénéfices des ressources énergétiques. Somme toute, quelle est la tendance de l’Etat russe : est-ce qu’il tend à favoriser, vu l’attractivité des prix, le marché intérieur ou bien est-ce qu’il aspire à vendre son pétrole à l’étranger en assumant les conséquences que pourraient avoir un non approvisionnement du marché intérieur ?*

**Denis Eckert** : C’est une question intéressante parce qu’elle permet de se rendre compte que l’attitude du pouvoir n’est pas monolithique. L’action de l’Etat se manifeste de multiples façons et à plusieurs échelles. Ce secteur est traversé par des conflits d’intérêts, par des rivalités que l’Etat, sous l’influence de tel ou tel lobby ou sous l’influence de tel ou tel groupe politique va nourrir !! Deux exemples :

- Les lobbies pétroliers ont grand intérêt à vendre à l’extérieur et l’on se rend compte qu’il existe, de fait, une sorte de répartition des tâches entre les grandes et les petites compagnies pétrolières russes. Les grands opérateurs bénéficient des licences et des droits de transit par Transneft qui est le système des oléoducs d’Etat. En théorie 25% du pétrole produit par chaque opérateur a le droit de transiter par les oléoducs d’Etat pour être exporté ; en réalité nombreux sont ceux qui souhaiteraient exporter davantage ; or seuls les gros groupes comme Lukoil ou maintenant Rosneft arrivent à négocier de plus grandes quantités. Les petites compagnies régionales comme en Bachkirie ou au Tatarstan ont beaucoup moins d’influence.
- Un autre exemple : les compagnies BP et Shell ont vu leurs droits d’exploitation dans l’île Sakhaline remis en cause par une forte diminution de leur quota d’exportation ; puis trois mois après on apprendra que Total a été retenu comme investisseur d’un nouveau grand champ gazier dans l’Arctique ! La politique énergétique russe n’est pas exempte de contradictions.

*2 – L’énergie peut-elle devenir dans les années futures une arme de politique étrangère couramment utilisée par le pouvoir russe ?*

**D. E.** : Effectivement, on a observé plusieurs cas de crises politico-énergétiques avec des pays voisins, généralement d’anciens pays du bloc soviétique qui bénéficiaient jusque-là de prix aménagés (des prix intermédiaires entre les prix intérieurs russes et les prix pratiqués dans le commerce extérieur mondial) : ce fut le cas en Ukraine et en Biélorussie. Actuellement Gazprom, soutenu par le pouvoir russe, tend à aligner les prix d’exportation en direction des pays voisins sur les prix mondiaux. Il existe une logique économique de fond qui pousse à la montée des prix à l’étranger en direction de pays qui jusque-là bénéficiaient de tarifs préférentiels. Par ailleurs il y a un élément conjoncturel sur lequel vous avez raison, à savoir que le relèvement des prix du gaz qui est inéluctable, est utilisé comme une arme politique pour peser sur l’évolution des rapports entre la Russie et les pays voisins.

*3 – Existe-t-il encore un programme d’électronucléaire après l’accident de Tchernobyl ? Construit-on encore des centrales hydroélectriques géantes et si oui, où ?*

**D.E.** : Après l’accident de Tchernobyl, le programme nucléaire a été gelé ; on s’était rendu compte que ces très grandes centrales nucléaires soviétiques souffraient d’un énorme défaut de conception. En effet si Tchernobyl avait bénéficié d’une enceinte de confinement comme les grandes centrales de type occidental, l’accident n’aurait pas été évité mais les conséquences n’auraient pas été aussi dramatiques. Un problème similaire affecte la centrale d’Ignalina dans les Pays Baltes, afin de poursuivre son exploitation il avait été envisagé de construire une enceinte de confinement, cela s’est révélé techniquement irréalisable vu la taille de la centrale. Il y a de grandes chances qu’à la demande de l’Union Européenne, la centrale soit fermée dans l’année à venir, victime à posteriori du gigantisme soviétique.

Aujourd'hui, une **relance significative du programme nucléaire est en cours**. Deux raisons motivent ce redémarrage :

- Une demande accrue d'énergie électrique et l'électricité nucléaire apparaît comme une des solutions. De fait on assiste à une saturation des grandes centrales hydroélectriques qui équipent l'essentiel de la Russie d'Europe. Poursuivre ce type d'installations reviendrait à renouer avec d'anciennes formes de politique d'équipement et de mise en valeur qui consistaient à construire toujours plus grand, toujours plus loin en posant la question du transport de cette énergie électrique. Actuellement la production d'électricité est localisée autour des grands barrages, des grandes centrales nucléaires et des centrales thermiques qui produisent l'essentiel de l'électricité russe. Celles-ci sont situées près des grands lieux de consommation ou des grands lieux d'extraction de la ressource énergétique.
- Un choix environnementaliste qui s'impose. Ce pays qui a grandement besoin d'électricité peut-il continuer à produire son énergie à partir d'un combustible fossile ? Comment ne pas privilégier la filière nucléaire qui éviterait d'opter pour la consommation d'énergies fossiles ?

***4 – Un étudiant : sachant que l'économie russe s'appuie largement sur les performances du secteur énergétique et compte tenu que ces ressources ne sont pas inépuisables, n'y-a-t-il pas un danger pour le gouvernement russe de tout miser sur ce système économique ?***

**D.E. :** Effectivement, les ressources énergétiques « fossiles », par définition sont appelées à disparaître ; toutefois il existe plusieurs échelles de temps. Dans les années 70, les profs d'histoire-géographie donnaient une vision apocalyptique de l'évolution de la production d'énergie. C'était l'époque du Club de Rome où l'on prédisait un épuisement très rapide des réserves vers l'an 2000 ! Il s'est avéré que la connaissance des gisements et la manière de les exploiter a beaucoup évolué ; aujourd'hui les échéances ont été repoussées tout en sachant qu'un jour ou l'autre on devra faire face à l'épuisement des gisements actuels. Le pouvoir russe est conscient de cette situation et depuis une quinzaine d'années des experts le mettent en garde sur le danger que court la Russie de baser sa stratégie de développement économique sur ces seules ressources fossiles. De plus, le passage à l'économie de marché a contribué à la perte d'une base industrielle diversifiée. Le diagnostic final est connu, la situation est « risquée » et de multiples programmes officiels tentent de développer des procédures de diversification en recommandant une base économique industrielle peu dépendante de l'extérieur et ouverte à l'exportation. Ces « sages » objectifs n'ont pas beaucoup de sens ; depuis une quinzaine d'années la Russie offre au marché mondial des produits de bas niveau technologiques et les segments sur lesquels elle serait compétitive dans des domaines de technologies plus avancées, incorporant plus de valeur ajoutée liée au travail et au savoir faire, restent relativement mineurs.

***5 – Thomas (étudiant) : Depuis 1990, peut-on parler de changement ou de continuité concernant les modes d'exploitation et les conditions de travail dans le secteur de l'énergie pour les cadres et pour les ouvriers ?***

**D. E. :** L'Union Soviétique a toujours eu la réputation de pratiquer un mode d'exploitation du type « gaspilleur » qui consistait à tirer parti du gisement quand les conditions étaient les plus favorables ; c'est ce que J. Radvanyi a appelé « l'écémage de la ressource ». Dès que des difficultés techniques intervenaient exigeant des investissements financiers, le gisement était abandonné au profit d'un autre forage plus facilement accessible. Ce mode de production de type « pays pionnier » était possible dans l'URSS de naguère et dans la Russie d'aujourd'hui parce qu'on est dans des coûts de transport de l'énergie très faibles. Depuis les années 90 la conjoncture n'a guère de changé. Cette « économie d'écémage » a été nourrie par la tentation de vendre le plus vite possible sur le marché mondial de la ressource accessible et facilement exploitable pour faire de la richesse très vite. C'est ainsi



que les nouveaux barons du pétrole de l'économie privatisée ont réalisé des fortunes gigantesques.

Concernant les ouvriers, l'économie de l'énergie a été l'un des rares secteurs qui soit resté prospère avec des entreprises qui offraient à leurs employés des salaires relativement élevés. En revanche, la médiocrité environnementale qui régnait dans les zones d'exploitation générait des conditions de travail déplorables.

Aujourd'hui les grandes villes pétrolières de Sibérie se transforment. Une partie de l'argent du pétrole et du gaz récupéré par les autorités locales sert à restructurer des cadres de vie modernes. C'est ainsi que d'anciennes bourgades administratives soviétiques sans grade et sans importance se dotent d'équipements modernes y compris de centres universitaires qui n'ont rien à envier à nos campus !

*6 – Bruno (étudiant) : Votre exposé m'a renvoyé à un voyage récent que j'ai fait en Algérie où j'ai observé, au niveau de la vie quotidienne, les mêmes représentations de la pauvreté que vous évoquiez précédemment (coupures d'électricité, rupture de canalisations, coupures d'eau) etc. Pour ce qui relève de la problématique énergétique algérienne, si le gaz est vécu par certains comme une « bénédiction », les élites y voit une « malédiction », le considérant comme une entrave à un développement et à un aménagement du territoire diversifié. Ma question sera provocatrice : après avoir pris en compte tous les éléments de connaissance que vous avez exposés sur la Russie, comment ce pays peut-il encore être considéré comme « un pays du Nord » et non comme un « pays du Sud » ?*

**D. E. :** Le « Sud » est au « Nord », ce qui révèle que la notion de « pays du Sud » est purement métaphorique et qu'elle n'est pas totalement ancrée dans une localisation: il y a au Sud des pays en voie de développement et des pays développés – ceux-ci ne sont pas forcément au Nord !

Alors effectivement l'hypothèse que la Russie est en train de devenir au sens strict un « pays en voie de développement » est un thème qui circule dans le débat public en Russie depuis une bonne dizaine d'années. Faire reposer la prospérité du pays sur quelques secteurs de base est un risque énorme que prend la Russie pour l'avenir.

Le rapprochement que vous faites avec l'Algérie est intéressant, mais à mon avis je perçois une petite différence. Autant le « pillage de la ressource » par un certain nombre d'acteurs dans les années 90 est une évidence en Russie, autant l'Etat Poutinien (dont je ne suis pas un soutien politique fervent) a remis la main sur des prélèvements fiscaux importants qui lui échappaient complètement. Aujourd'hui il existe des formes de redistribution et de réalimentation du budget de l'Etat qui n'étaient plus de mises dans les années 90. De ce point de vue, on assiste à une restauration indéniable du pouvoir qui a accompagné la montée politique de Vladimir Poutine.

Ce climat d'énergie et de revenus faciles lié à l'exportation des hydrocarbures a favorisé la redistribution de la richesse des matières premières. Une partie de cette redistribution s'effectue de manière tout à fait informelle lors de marchés passés par des opérateurs pétroliers-gaziers. Ainsi il existe une myriade d'entreprises russes qui arrivent à être compétitives dans un environnement où l'énergie n'est pas chère et où les acteurs de l'énergie ne regardent pas à la dépense ; cependant si on sortait de ce système-là beaucoup d'entreprises seraient complètement ruinées.

Lorsque vous évoquiez « la malédiction » et « la bénédiction » il s'agit d'une opposition rhétorique fréquente dans le discours sur le secteur de l'énergie en Russie ; pas mal d'articles de presse sont bâtis sur ce titre là : « L'énergie en Russie : malédiction ou bénédiction ? ». Un de mes bons amis qui travaille dans le pétrole à Moscou depuis de très longues années est convaincu que la pire chose qui soit arrivée à la Russie c'est qu'elle dispose d'abondantes ressources de gaz et de pétrole. Cet état d'abondance l'exonère, à la fois de penser à l'avenir

et aux conditions d'une véritable insertion durable dans un système économique mondial où seules les compétences et la qualité de la main d'œuvre entreraient en ligne de compte.

**7 – Je souhaiterais avoir quelques précisions sur l'attitude des russes par rapport aux questions de développement durable et des enjeux autour du protocole de Kyoto et de Bali. Quelle est la position de l'Etat russe et quelles sont les pratiques de la société russe par rapport à ces enjeux là ?**

**D. E. :** J'ai peu de compétences pour répondre précisément à ce type de question, n'ayant pas suivi la position du gouvernement russe au cours des discussions de Bali. Toutefois il est facile de repérer le « vrai problème » de la Russie sur la question de l'environnement. Les sociétés qui sont les plus inquiètes de la dégradation de l'environnement et des possibles enjeux du changement climatique sont pour l'essentiel des sociétés (développées ou pas, riches ou pauvres) où un réel débat plus ou moins démocratique s'est installé. Or le pouvoir russe actuel tue de manière méthodique les conditions du débat démocratique, pas seulement en assassinant les partis politiques les uns après les autres, mais en restreignant de manière drastique les conditions d'exercice de la liberté d'association ; l'absence de vie associative favorise l'Etat souverain et de fait l'exercice du contrôle politique ne rencontre aucun contre-pouvoir. Pour l'instant, la question environnementale russe ne sera pas soumise à un débat public et ce durant de longues années, je le crains.

**8 – Pascal Michel (Animateur des Cafés Géographiques) : je voudrais parler de la relation de l'énergie et des frontières : la Tchétchénie et la Géorgie sont traversées par des gazoducs et des oléoducs. Et lorsqu'on Poutine partir à la conquête du Pôle Nord, à la recherche de nouveaux fronts «d'énergie», une fois de plus on a la démonstration que le pouvoir poutinien ne va pas dans le sens de la diversification mais dans un sens de totalitarisation !**

**D. E. :** Il est indubitable que la meilleure leçon de géopolitique pratique des quinze dernières années consiste à repérer le tracé des nouvelles routes d'exportation du pétrole et du gaz. Toutes les fois qu'un nouveau projet est annoncé ou mis en service, une lecture géopolitique directe peut en être faite installation par installation. Tout ceci est illustré par la déviation de l'oléoduc qui évite la Tchétchénie, par le gazoduc qui va directement des côtes de la Mer Noire russe vers la Turquie ou évidemment par le pharaonique projet de gazoduc TRANSGAZ qui doit relier directement Vyssotsk à Greifswald en Allemagne en évitant les Pays baltes et la Pologne par un conduit posé au fond de la Mer Baltique. Chacune de ces réalisations traduit une posture géopolitique.

L'ouverture du nouveau front vers le Pôle Nord donne l'impression que le pouvoir actuel a beaucoup de mal à abandonner une logique géopolitique de la puissance basée sur les bons vieux fondements traditionnels que sont les ressources, l'énergie etc.... On est en présence d'une sorte d'aspect stéréotypé des représentations de la richesse, du pouvoir, de la puissance, de l'influence etc.

**9 – Christian Béringuier (Géographe) : Autour de la Russie, on a au sud la Géorgie, à l'ouest l'Ukraine et les Pays Baltes, mais il y a un pays dont on ne parle pas souvent et sur lequel j'aimerais avoir quelques informations : le Kazakhstan. Peuplé pour la moitié de Kazakhs et d'autant de Russes et d'Ukrainiens, c'est un pays riche de ressources minières et pétrolières. Avec des zones stratégiques qui sont les lieux ultra-secrets de lancements de fusées, le Kazakhstan est à lui tout seul un lieu stratégique qui développe 6000 km de frontières communes avec la Russie et près de 1500 km avec la Chine. Quelles relations ce pays entretient-il avec ses voisins ?**

**D. E. :** A ma connaissance il n'y a jamais eu de problèmes diplomatiques entre la nouvelle Fédération de Russie et le Kazakhstan. Dans son extraordinaire stabilité politique et sa manière de tuer tout ferment démocratique, le Kazakhstan a pu être un modèle envié par la

Fédération de Russie. L'Asie centrale est le lieu où, très tôt dans les années 90, l'exclusivité de l'influence russe a été contestée. Les nouveaux hommes forts des pouvoirs en Asie Centrale ont très bien perçu que désormais le champ de force régional était polycentrique, qu'ils pouvaient jouer les uns avec les autres ou les uns contre les autres et que désormais ils ne dépendaient plus exclusivement du rapport à Moscou. Ils ont pris acte de ce constat d'autant plus vigoureusement à partir des années 2000-2001 où l'on prend conscience que **l'Asie Centrale n'est pas l'arrière-cour politique et diplomatique de Moscou.**

Paradoxalement je vais énoncer exactement son contraire : **l'Asie Centrale est le lieu de la plus grande réussite de la politique d'influence économique de la Russie.** On retrouve les acteurs du secteur de l'énergie avec les grandes sociétés d'hydrocarbures (gaz, pétrole) qui ont réussi à imposer leurs compétences, leurs capacités et leur influences pour nouer des partenariats privilégiés avec les sociétés nationales kazakhs, ouzbeks, qui se sont constituées pour l'exploitation de la ressource. De ce fait, pour l'instant, la Russie reste la plaque tournante pour l'exportation des ressources énergétiques de l'Asie Centrale. Le seul pays qui ait vraiment diversifié ces voies d'exportation à ce jour est l'Azerbaïdjan, qui effectivement peut presque indifféremment exporter ces ressources pétrolières soit vers le Nord en passant par le système russe soit vers l'Ouest directement en passant par un oléoduc modernisé qui a son débouché en Géorgie, soit enfin par le nouveau système qui va vers la Turquie vers le port de Ceyhan. Pour l'instant du point de vue de l'énergie, l'Asie Centrale pourrait se définir comme une arrière-cour énergétique de la Russie.

*10 – Un étudiant : On connaît le poids des oligarques sous la période Eltsine durant laquelle ils avaient accaparé un certain nombre de compétences de l'Etat notamment au niveau du pouvoir politique. Quelle est aujourd'hui la part des oligarques dans le jeu du politique : ont-ils été « domestiqués » par Poutine ou bien bénéficient-ils encore de l'influence dont ils jouissaient autrefois ?*

**D. E. :** Le terme d'oligarque désigne cette classe de néo-capitalistes qui se sont appropriés à peu de frais la richesse nationale ; ils sont dans les années Eltsine les symboles de la collusion du pouvoir politique et du milieu des affaires. Effectivement les années Poutine se soldent pour eux par une sorte de défaite symbolique. Un certain nombre d'entre eux d'abord les « barons » des médias : Goussinski, Bérézovski ont été contraints à un exil prudent ; mais en même temps d'autres ont été épargnés : ils avaient eu la prudence d'assurer le Kremlin de leur allégeance. Certes on a arrêté Platon Lebedev et Mikhaïl Khodorkovski, on les a condamnés, ils croupissent toujours en prison, leur grand trust pétrolier Yukos a été démantelé, il est revenu pour l'essentiel dans le giron de l'Etat. Mais pour autant, tous ceux qui s'étaient appropriés (plus ou moins indument) à un prix dérisoire un certain nombre d'actifs qui valaient une fortune n'ont pas été soumis au même traitement. Pour les secteurs de l'aluminium ou de la sidérurgie, les grands « barons » de ces secteurs-là n'ont pas été inquiétés, ils ont été plus prudents que d'autres qui ambitionnaient un destin politique ! Il est clair que Vladimir Poutine ne pouvait cautionner cette posture. On est dans une situation contradictoire où symboliquement des oligarques ont été châtiés mais on n'est pas en présence de l'action d'une justice systématique qui chercherait à remettre en ordre le cadre à l'intérieur duquel se seraient effectuées les privatisations des années 90, et finalement on constate que le pouvoir poutinien s'est contenté de faire des exemples.

*11 – Bonsoir, vous avez dit tout à l'heure que les citoyens russes souhaitaient que les ressources énergétiques soient contrôlées par l'Etat : ont-ils eu le choix ?*

**D. E. :** Il n'y a pas eu de référendum sur cette question ! Ce que je voulais faire passer dans cette formule, c'est une opinion toute personnelle mais à laquelle je crois. J'ai constaté depuis pas mal d'années que l'ouverture, dans un certain nombre de secteurs industriels, aux marchés extérieurs et à des investisseurs étrangers, est considérée comme quelque chose de



normal, très profitable à l'économie nationale. En revanche, dès que l'on s'intéresse à la mise en valeur des ressources énergétiques et minières on a l'impression de toucher à un élément symbolique de la souveraineté nationale. Ainsi pour un certain nombre d'actifs de l'économie russe, la privatisation des années 90 a été synonyme d'une **véritable spoliation**, d'un accaparement d'un certain nombre de richesses par un nombre réduit de personnes. Cette période a été vécue comme un traumatisme qui n'a jamais été soldé dans l'opinion russe. Ainsi lorsque l'Etat a décidé de racheter le capital d'un certain nombre d'entreprises, après avoir « réglé leur compte à Khodorkovski et à Lebedev », nulle vague d'indignation publique n'est venue perturber le retour de l'Etat aux affaires. En revanche, l'ensemble des pays à économie de marché se sont émus de la remise en cause du jour au lendemain des droits de propriété. Si cette remise en cause a été dénoncée en Europe occidentale, au Japon, dans tous les grands pays de l'OCDE, en Russie cette opération a été considérée comme légitime. A l'évidence, une question n'est toujours pas été réglée en Russie c'est celle de **la propriété légitime d'un certain nombre d'actifs qui ont été constitués au moment de la privatisation des années 90**. Là je pense que toutes les opérations mafieuses et frauduleuses des années 90 ont eu des conséquences énormes sur la formation de l'opinion publique, sur l'idée qu'une poignée de gens avait accaparé la richesse du pays, et en conséquence la restauration du pouvoir central était tout à fait légitime. Dans ce contexte la préservation des valeurs démocratiques étaient relativement accessoire puisque ceux là même qui s'étaient accaparés la richesse nationale s'étaient affublés d'oripeaux démocratiques ! Et on n'a pas fini d'en mesurer les conséquences dans la Russie contemporaine.

*12 – Thomas, étudiant : Selon une certaine presse, l'Etat ou les acteurs de l'énergie russe comptaient d'ici 2011 harmoniser les prix intérieurs du gaz notamment par rapport aux prix à l'exportation : a-t-on mesuré les conséquences sociales et géographiques de cette évolution ?*

**D.E. :** Depuis une dizaine d'années c'est le grand serpent de mer de la vie politique russe : quand va-t-on aligner les prix ? La réponse est toujours la même : après les prochaines élections. Les élections législatives viennent de se dérouler et début 2008 c'est l'élection à la Présidence, il est clair que personne ne prendra le risque d'augmenter les prix intérieurs de l'énergie avant ces événements.

*13 – Une question relative au système de chauffage que vous avez décrit, par conduction d'eau chaude dans les immeubles. N'est-il pas un fait purement urbain ? Et à ce moment-là quel est le type de chauffage des populations rurales ?*

**D.E. :** Dans les pays froids on commence à réfléchir au chauffage des habitations avant de réfléchir aux menus du lendemain ! La Russie est un pays de villes, de ce point de vue-là c'est incontestablement un pays du Nord dont la majorité de la population jouit de solutions de chauffage collectif. En milieu rural, on observe deux cas de figures : soit vous résidez dans un village raccordé au réseau gazier et vous êtes chauffé dans les conditions normales ; soit vous relevez d'une zone qui n'est pas desservie par le gaz et dans ces conditions le moyen de chauffage le plus répandu est le grand poêle à bois qui chauffe toute la maison.

Il serait intéressant de réaliser la carte qui différencierait les espaces ruraux raccordés à une desserte de gaz de ceux qui n'ont pas d'approvisionnement énergétique direct. Les premiers sont équipés et chauffés normalement, les autres relèvent d'une campagne sous-équipée assez profondément arriérée sur le plan technique.

*14 – Pourquoi les « fronts pionniers » ne sont-ils pas indiqués sur une carte de localisation des gisements ?*

**D.E. :** L'appellation « front pionnier » relève du vocabulaire soviétique et à mon sens ils n'existent plus en tant que tels. Aujourd'hui les nouveaux champs d'exploitation des

ressources d'hydrocarbures sont localisés de plus en plus loin à l'Est et un peu plus loin au Nord quand ces nouveaux champs découverts ne sont pas « off shore » !

Je ne souhaite plus utiliser ce terme car il renvoie à une notion liée à une idéologie de conquête et de mise en valeur du territoire. Selon le modèle soviétique, « conquérir » de nouveaux territoires et les mettre en valeur consistait à implanter une population permanente et sédentaire. Une population urbaine qui, durant les années 60-70 et 80, a contribué à la mise en valeur de la Sibérie du Nord-ouest et à la formation d'un réseau de villes uniques au monde situées dans des conditions climatiques extrêmes. Depuis les années 30, l'idée directrice était que toute nouvelle mise en exploitation d'un champ gazier ou pétrolifère devait être accompagnée de l'implantation sur place d'une population permanente !

Et c'est exactement le contraire que l'on observe depuis une quarantaine d'années dans les zones très difficiles d'accès du Canada du Nord et de l'Alaska. Aujourd'hui pour développer une ressource ou un gisement on crée un camp temporaire, on met en place des solutions d'hébergement pour des travailleurs qui viennent pour 6 ou 8 semaines puis qui repartent vers le Sud. On peut évoquer une réelle rupture par rapport à la logique soviétique d'autrefois ; la progression vers l'Océan arctique pour exploiter de nouvelles ressources se poursuit mais la population permanente ne suit plus. On installe des bases pour les travailleurs qui sont là pour des durées déterminées mais qui ensuite retrouveront leur résidence permanente, leurs familles dans des contrées un peu moins extrêmes.

#### ***15 – Y-a-t-il d'autres modes de transport pour le gaz russe que les gazoducs ?***

**D.E.** : Pour l'instant le cœur du dispositif de Gazprom est un dispositif de gazoducs. De nouvelles procédures qui consisteraient à liquéfier le gaz ont été envisagées mais pour l'instant la réalisation n'est pas à l'ordre du jour, sauf peut-être dans l'île Sakhaline où il faut pouvoir distribuer et vendre la ressource dans des pays fortement marqués par la présence de la mer.

#### ***16 – Quelles relations la Russie entretient-elle avec l'Union européenne ?***

**D.E.** : L'Union Européenne est un regroupement d'Etats et la Fédération de Russie est intéressée par chacun d'eux. Le pouvoir russe est marqué par une approche géopolitique du 19<sup>e</sup> siècle qui est dominée par des rapports d'Etat à Etat et visiblement la Russie souhaite régler ses problèmes avec les différents Etats européens. Elle cherche avant tout à définir ses relations de manière bilatérale c'est-à-dire à structurer une relation privilégiée avec la France, avec l'Allemagne, avec le Royaume-Uni, avec le Danemark, etc., plutôt que de traiter avec cette sorte de « magma institutionnel » qu'est l'Union Européenne. Globalement l'Union Européenne a d'assez mauvaises relations avec la Fédération de Russie ; les quelques contacts existants se sont noués lors d'opérations de coopération comme le « partenariat pour l'énergie » qui consistait à développer un cadre à l'intérieur duquel des relations énergétiques stables entre la Russie et l'Union Européenne seraient planifiées.

Par ailleurs, le pouvoir politique russe ne comprend pas le fonctionnement de l'Union Européenne ; il ne comprend pas les exigences de dialogues conditionnés par un minimum de vie démocratique. Et durant toute la période où l'Allemagne était à la tête de la Présidence tournante de l'UE les relations avec la Russie étaient excessivement tendues : la chancelière tenait un discours de principe que le pouvoir russe ne pouvait supporter. Il existe une profonde incompréhension entre ce qui structure le fonctionnement de l'UE autour d'un certain nombre de valeurs économiques et politiques et ce qui structure le discours politique russe qui est sur des rapports réalistes de force entre des économies et des ensembles géopolitiques. Et dans ce type de rapport de fournisseur à client, l'un et l'autre sont également dépendants. Donc la Russie elle aussi a grandement besoin qu'on lui achète son énergie et ne peut pas se brouiller de manière totalement définitive pour de belles questions de principe avec son meilleur client.

*17 – La Slovaquie va succéder au Portugal à la tête de l'UE : un article du Monde présentait cette nouvelle présidence comme « facilitatrice » des rapports entre l'U. E. et la Russie.*

D.E. : Merci de cette précision à laquelle je n'ai rien à ajouter.

*18 – Yann (étudiant) : La Russie a-t-elle mis en place, comme la Norvège, un fonds de réserve ? Et si oui pourquoi ?*

D.E. : Oui, comme la Norvège, la Russie a créé un fond de réserves. Deux raisons l'ont incité à mettre en place un fond de stabilisation : d'une part la nature même de la ressource qui est une ressource fossile donc épuisable et d'autre part l'impérieuse nécessité de ne pas mettre en circulation tout l'argent qui rentre du fait de la hausse du cours des matières premières. Une augmentation trop rapide des liquidités dans l'économie générale perturberait son fonctionnement et la déstabiliserait, d'où l'intérêt à investir.

*19 – Quel est l'avenir de la Russie ?*

D.E. : J'aurais préféré faire des prédictions rétrospectives, c'est moins risqué ! Pas de commentaires sur les grands équilibres macroéconomiques ; concernant la redistribution des activités sur l'ensemble du territoire russe, des indices relativement sérieux pointent l'existence d'une phase de très forte rétraction et de spécialisation des activités. Episode qui se manifeste spatialement par une **rétraction de l'œkoumène où la part utilisée du territoire et en train de devenir de plus en plus petite**. Cette conséquence n'est pas forcément un mal, elle apparaît en contrepoint de la période pionnière qui se caractérisait par une utilisation extensive de l'espace et de la ressource dans une vision illimitée du temps et de l'espace. Mon sentiment est que l'avenir de la Russie dans les 20 à 30 années consistera à relever le défi de l'intensification de l'usage de l'espace et de conduire une réflexion sur la manière de l'utiliser ; jusque-là (y compris à l'époque soviétique) il était évident que le rapport à l'espace reposait sur un mode consumériste.

Je souhaiterais rajouter un point qui n'a rien à voir avec l'énergie. Selon moi, ce serait une erreur de considérer les années 1990 comme une période d'ouverture et les années 2000 comme une période d'évolution vers un système de pouvoir autoritaire. La période d'ébullition démocratique en Russie s'est étalée de la fin des années 80 au début des années 90 et après 93 on est clairement dans un système pseudo démocratique ; certes la crise institutionnelle est réelle mais c'est plutôt une période de perte d'influence du pouvoir central qu'une période de vie pleinement démocratique ; après 1999 la Russie est reprise en main par un « politique fort » qui avait les moyens d'imposer une recentralisation des pouvoirs.

*20 – Les relations de la Russie avec l'Union Européenne que vous exposiez précédemment me font penser aux relations « orageuses » observées entre la Russie et les Etats-Unis. Existe-t-il une concurrence énergétique entre ces deux pays ? Sinon les tensions sont-elles dues à des questions militaires, politiques, etc....?*

D.E. : J'ai l'impression que les relations entre les Etats-Unis et la Russie n'ont pas été aussi uniformément mauvaises qu'avec l'Union Européenne. A la fin des années Gorbatchev et au début des années Eltsine, la Russie et les Etats-Unis ont connu une sorte d'idylle diplomatique, comme après les attentats de 2001. On est alternativement passé par des séquences de bonnes et de mauvaises relations. Aujourd'hui on assiste à une séquence de mauvaises relations liées plutôt à des contentieux géopolitiques qu'à une rivalité énergétique au sens strict. Certes les Etats-Unis sont un acteur relativement important dans la production de l'énergie mais pas un grand acteur dans le marché mondial dans la mesure où ils sont un gigantesque consommateur d'énergie. Par contre les rivalités géopolitiques qui opposent ces deux pays me semblent de plus en plus aiguës et difficiles à résoudre.

*21 – Guillaume (étudiant) : Quelles sont les relations entre la Russie et l'OMC ? A l'heure actuelle la Russie ne fait pas partie de l'OMC ; on sait qu'elle a refusé certaines concessions dans le domaine énergétique notamment concernant l'ouverture à la concurrence. Qu'en est-il de leurs relations, des sanctions envers la Russie sont-elles envisagées ?*

**D. E. :** Il ne peut y avoir de sanctions dans la mesure où la Russie n'est pas membre de cette organisation. La Russie reste une anomalie dans le paysage mondial, **c'est le dernier grand pays qui ne fait pas partie de l'OMC**. La Chine dont on connaît les pratiques douteuses en matière de concurrence et sur certains contrôles adhère à l'OMC depuis 2002. Les négociations entre l'OMC et la Fédération de Russie traînent depuis des années. Je ne suis pas spécialiste de ces questions-là, les derniers articles de presse que j'ai lus laisseraient envisager que la Russie rejoindrait l'OMC en 2008, mais on ignore tout des détails du contrat.

*22 - Par rapport à la nouvelle route qui semble s'ouvrir dans la zone subarctique n'y aurait-il pas une nouvelle voie possible d'exportation, d'ouverture de nouveaux marchés pour l'énergie de la Russie ?*

**D. E. :** Effectivement la fonte des glaces qui dégage la voie maritime du Nord en la rendant navigable aura une influence directe sur les routes d'exportation. L'option nordique est déjà envisagée très sérieusement on est en train de mettre en projet de « nouveaux chemins d'exportation » en direction de Mourmansk et de l'Océan glacial arctique et cela est une nouveauté parce que jusqu'à présent les grandes routes d'exportation passaient par la Russie centrale soit par la Russie Centrale puis Kiev ou la Russie centrale par les Pays baltes ou encore vers le Golfe de Finlande dans la région de Saint-Pétersbourg. Il semblerait que la Russie commence à envisager d'exporter directement son pétrole sans passer par ces routes plus méridionales. Effectivement il y a une ouverture en cours, est-ce liée au réchauffement climatique ? Mais c'est une option qui commence à prendre de l'importance.

Compte-rendu établi par **Marie-Rose GONNE-DAUDE**